

Arrêt notifié le 25.8.73 aux parties

N°23/CA DU REPERTOIRE

AU NOM DU PEUPLE DAHOMEEN

N°63-26/CA DU GREFFE

LA COUR SUPREME

ARRÊT DU 22 JUIN 1973

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

GOUNONGBE GABRIEL

ETAT DAHOMEEN

(MINISTÈRE DES TP & P ET T.)

VU LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR MAÎTRE BARTOLI, AVOCAT À COTONOU POUR LE COMPTE DE GOUNONGBE GABRIEL, INSPECTEUR DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS À COTONOU, ENREGISTRÉE LE 11 OCTOBRE 1965 AU GREFFE DE LA COUR SUPRÊME ET TENDANT À L'ANNULATION POUR EXCÈS DE POUVOIR, DE LA DÉCISION N°0062/M-TP-T-PT DU 8 OCTOBRE 1965 DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS PORTANT AFFECTATION À NATITINGOU DU REQUÉRANT EN QUALITÉ DE RECEVEUR DES POSTES PAR LES MOYENS QUE LE REQUÉRANT, D'ABORD CONTRÔLEUR DES P ET T A ÉTÉ NOMMÉ INSPECTEUR POUR COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 1961; QUE PAR LA DÉCISION INCRIMINÉE IL A ÉTÉ DÉPLACÉ D'OFFICE ET NOMMÉ RECEVEUR DU BUREAU DES POSTES DE 3^{ÈME} CLASSE DE NATITINGOU ALORS QUE LES INSPECTEURS NE PEUVENT ÊTRE APPELÉS À DIRIGER DES RECETTES POSTALES QUE LORSQU'ELLES SONT D'UNE CLASSE SUPÉRIEURE À LA 3^È

QU'IL Y A VIOLATION DE L'ARTICLE 53 DU DÉCRET N°63-444 DU 16 SEPTEMBRE 1963 PORTANT STATUTS PARTICULIER DES CORPS DU PERSONNEL DU CADRE DES P & T, VIOLATION DE LA LOI, EN CE QUE LE REQUÉRANT A ÉTÉ NOMMÉ RECEVEUR DU BUREAU DE POSTE DE NATITINGOU QUI APPARTIENT À LA 3^{ÈME} CLASSE SUivant LA CIRCULAIRE DU 29 MAI 1963 PORTANT CLASSEMENT DES REAUX ALORS QUE LES INSPECTEURS NE PEUVENT ÊTRE APPELÉS À DIRIGER DES RECETTES POSTALES QUE LORSQU'ELLES SONT D'UNE CLASSE SUPÉRIEURE À LA 3^{ÈME};

QU'IL Y A VIOLATION DES ARTICLES 43 ET 44 DE LA LOI N°59-21 DU 31 AOÛT 1959, VIOLATION DE LA LOI ET DES RÈGLES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE DISCIPLINAIRE, EN CE QUE LA DÉCISION ATTAQUÉE A REVÊTU LE CARACTÈRE D'UN DÉPLACEMENT D'OFFICE EN MUTANT LE REQUÉRANT DE COTONOU À NATITINGOU POUR OCCUPER UN EMPLOI INFÉRIEUR ALORS QU'UNE TELLE MESURE NE PEUT ÊTRE PRÉSCRITE QU'APRÈS DEMANDE D'EXPLICATION ÉCRITE ADRESSÉE À L'INTÉRESSÉE ET SUR DÉCISION MOTIVÉE;

QU'IL Y A VIOLATION DES ARTICLES 26 ET 27 DE LA LOI N°59-21 DU 31 AOÛT 1959, DÉTOURNEMENT DE POUVOIR ET FAUSSE CAUSE, EN CE QUE LA DÉCISION ATTAQUÉE A NOMMÉ LE REQUÉRANT RECEVEUR DU BUREAU DE POSTE DE NATITINGOU COMME SI ELLE ÉTAIT PRISE EN FONCTION DES BESOINS DE SERVICE, ALORS QU'IL N'EXISTAIT AUCUNE NÉCESSITÉ DE SERVICE ET QUE LES

Signature
ac

.../...

LES CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES ELLE EST INTERVENUE DÉ-
MONTRANT QU'ELLE A ÉTÉ PRISE POUR DES MOTIFS ÉTRANGERS AU
BESOINS DU SERVICE ;

VU LA LETTRE DE MAÎTRE BARTOLI ENREGISTRÉE COMMI-
CI-DESSUS LE 13 AVRIL 1968 SELON LAQUELLE IL APPERT QUE LE
REQUÉRANT A ÉTÉ PAR LA SUITE RÉAFFECTÉ À SON PRÉCÉDENT PO-
TE MAIS QU'IL A SUBI UN PRÉJUDICE SUR LE PLAN TANT MORAL
QUE MATÉRIEL PENDANT LE TEMPS DU DÉPLACEMENT ;

VU LA LETTRE DE MAÎTRE BARTOLI, ENREGISTRÉE COM-
ME CI-DESSUS, LE 12 AOÛT 1968, PAR LAQUELLE LE REQUÉRANT
DÉCLARE, MAINTENIR SON RECOURS POUR FAIRE PRONONCER LA NUL-
LITÉ DE LA DÉCISION ATTAQUÉE AFIN DE POUVOIR OBTENIR PAR
LA SUITE RÉPARATION DU PRÉJUDICE QUI LUI A ÉTÉ CAUSÉ TANT
SUR LE PLAN MATÉRIEL QUE MORAL ;

VU, FIGURANT AU DOSSIER, PHOTOCOPIE DE LA DÉCI-
SION N°0062/M.TP.T.PT DU 19 JANVIER 1966, DU MINISTRE DES
TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
RAPPORTANT LA DÉCISION N°0062 DU 8 OCTOBRE 1965 DÉFÉRÉE À
LA SANCTION DE LA COUR SUPRÊME ;

VU LES AUTRES PIÈCES PRODUITES ET JOINTES AU
DOSSIER ;
VU L'ORDONNANCE N°21/PR DU 25 AVRIL 1966 PORTAN-
T COMPOSITION, ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS
DE LA COUR SUPRÊME ;

À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU VENDREDI VINGT DEU-
X JUIN MIL-NEUF CENT SOIXANTE TREIZE, MONSIEUR LE CONSEILLER
BOUSSARI EN SON RAPPORT ;

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL GBENOU EN SES CONCLUSIONS ;

ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ CONFORMÉMENT À LA LOI

CONSIDÉRANT QUE LA DÉCISION N°002/M.TP.T.PT DU
19 JANVIER 1966 CITÉE PLUS HAUT A RAPPORTÉ LA DÉCISION
N°0062 DU 8 OCTOBRE 1965 DÉFÉRÉE À LA SANCTION DE LA COUR
SUPRÊME ;

QU'IL Y A DONC LIEU DE DÉCLARER NON LIEU À STA-
TUER SUR LE PRÉSENT POURVOI DEVENU SANS OBJET ;

CONSIDÉRANT QUE LES PRÉTENTIONS DU REQUÉRANT
TENDANT À LA RÉPARATION TANT MORAL QUE MATÉRIEL, DOIVENT
ÊTRE REJETÉES DE TELLES DEMANDES NE POUVANT ÊTRE ANALYSÉES
QUE DANS UNE INSTANCE DE PLEINE JURIDICTION ;

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

IT IV A Y JIU

TU U

PAR CES MOTIFS

D E C I D E

ARTICLE 1ER. - IL N'Y A LIEU À STATUER SUR LE POURVOI SUSVISÉ DU SIEUR GOUNONGBE GABRIEL;

ARTICLE 2. - LE SURPLUS DES CONCLUSIONS DU REQUÉRANT EST REJETÉ;

ARTICLE 3. - LES DÉPENS SONT MIS À LA CHARGE DU TRÉSOR PUBLIC

ARTICLE 4. - NOTIFICATION DE LA PRÉSENTE DÉCISION SERA FAITE AUX PARTIES.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ PAR LA COUR SUPRÊME (CHAMBRE ADMINISTRATIVE) COMPOSÉE DE MESSIEURS :

CYPRIEN AINANDOU, PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME PRESIDENT

CORNEILLE T. BOUSSARI ET GASTON FOURN CONSEILLERS

ET PRONONCÉ À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU VENDREDI VINGT DEUX JUIN MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE, LA CHAMBRE ÉTANT COMPOSÉE COMME IL EST DIT CI-DESSUS EN PRÉSENCE DE MONSIEUR :

GRÉGOIRE GBENOU

PROCUREUR GENERAL

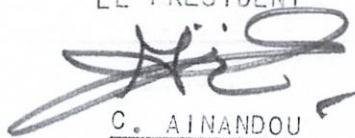
ET DE MAÎTRE HONORÉ GERO AMOUSSOUGA GREFFIER EN CHEF

ET ONT SIGNÉ :

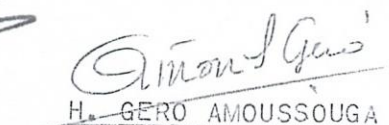
LE PRÉSIDENT

LE RAPPORTEUR

LE GREFFIER EN CHEF


C. AINANDOU


C. T. BOUSSARI


H. GERO AMOUSSOUGA

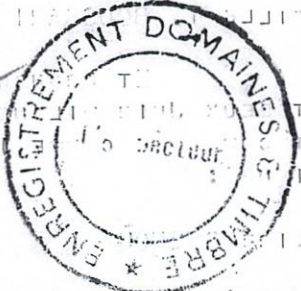
Enregistré à Cotonou le 18-7-73

Fo 91 Case 1020

Reçu *Spatis*

L'Inspecteur de l'Enregistrement

Alimny



Ali Brown